

1^{er} mai 2014

Une journée au cœur du mouvement social

La prochaine Journée internationale du travail sera l'occasion de descendre dans les rues pour des milliers de salariés-es, de privés-es d'emploi et de retraités-es afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social.

Face à une situation économique et sociale qui s'aggrave, dans une société où la qualité du « vivre ensemble » se dégrade, il est urgent d'intervenir et ne pas laisser faire.

Les orientations du nouveau gouvernement ne répondent en effet en rien aux aspirations des salariés-es et ne régleront rien.

Dans une France où 1 jeune sur 4 est au chômage où les plus anciens voient leurs pensions rabougries, où les salaires sont bloqués depuis de nombreuses années, et où plus de 80% des embauches sont réalisées en CDD, la situation des salariés-es n'a jamais été aussi fragile. Jamais, pourtant, les salariés-es ne se sont vus imposer autant de sacrifices pour le seul bénéfice du patronat.

- «Zéro charge» pour les salaires payés au Smic, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.
- 2 € de plus par jour pour un salarié payé au Smic, à travers la diminution imposée de ses cotisations sociales, ce sera aussi, concrètement, pour lui, dès 2015, le «choix» entre des frais de couverture sociale supplémentaire ou de droits supprimés.
- 19 milliards d'économies sur le budget de l'État : ce sera une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, une réduction des services publics et de leurs missions, moins d'infirmières, de professeurs, de policiers...
- 10 milliards d'économies sur l'Assurance-maladie : entraînant un déremboursement des médicaments et des soins et une moins bonne prise en charge des assurés-es.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, rassemblons-nous le 1^{er} Mai prochain pour :

- l'augmentation des pensions et des salaires ;
- la mise à plat et l'évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises ;
- une vie meilleure, faite de justice sociale et d'égalité ;
- le respect des droits fondamentaux des femmes et des hommes partout dans le monde, à commencer par le droit à un travail décent, reconnu et valorisé ;
- un débat national sur la répartition des richesses créées par notre travail.

Refusons l'isolement, le repli sur soi, l'exclusion, le racisme et le rejet de l'Autre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés-es et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social.

Manifestation à l'appel de la CGT 56, la FSU 56 et Solidaires 56

Hennebont

Place de la Mairie

Vannes

La Rabine

Pontivy

La Plaine

Ploërmel

Maison des Syndicats

Le Palais

Le Port



Union
syndicale
Solidaires

10h30